

Autor: Marco Danesi
Suisse

L'élection tacite des syndics sera la règle dans les villes vaudoises

Des rapports de force déséquilibrés découragent les duels. La Tour-de-Peilz devra départager deux candidats

Le délai pour le dépôt des candidatures au poste de syndic des communes vaudoises expire aujourd'hui. A l'exception de La Tour-de-Peilz, dont l'exécutif a basculé à gauche au deuxième tour des élections communales de dimanche, et sauf surprise de dernière minute, les autres villes du canton désigneront tacitement le chef de leur gouvernement (ci-dessous les portraits de quatre figures emblématiques).

Situation problématique ou concours de circonstances sans conséquences? Les réponses oscillent entre ces deux extrêmes. Pour certains, une élection tacite est toujours un «scandale pour la démocratie». Pour d'autres, quand l'enjeu fait défaut, il est inutile d'engager moyens et militants, voire le vote des citoyens, pour une fonction avant tout «représentative».

Dans certains cas, ce sont les rapports de force très clairs à l'avantage de la gauche ou de la droite qui dissuadent tout duel. C'est le cas à Lausanne, à Renens, à Nyon, à Vevey ou à Morges sous l'emprise des roses-rouges-verts. Ou à Montreux, Pully, Aigle ou Payerne où la droite a emporté la majorité des fauteuils municipaux. Ces scores nets légitimeraient l'accession tacite des champions de l'un ou de l'autre camp.

Quand l'équilibre est plus grand, à l'image d'Yverdon, le respect de la majorité voulue par le peuple, la crainte des blocages poussent les adversaires à renoncer à la bataille. «Les candidatures de combat ne sont pas un but en soi», explique un responsable du Parti radical.

Il reste la possibilité qu'un syndic sortant soit remis en cause par son propre camp. Le Vert Daniel Brélaz à Lausanne aurait pu se trouver face à un antagoniste socialiste. Là, des raisons stratégiques ont désarmé même les plus belliqueux. A quelques mois des élections fédérales et cantonales, il valait mieux soigner les alliances plutôt que courir le risque de compromettre les succès espérés dans les urnes.

Finalement, gauche et droite en découdront uniquement à La Tour-de-Peilz sur la Riviera. Les socialistes avec les Verts y ont remporté une victoire historique. Logiquement, ils disputeront la syndiculture à l'élue libérale-radical en place.

Nuria Gorrite, première dame de Morges

> A 41 ans, la socialiste vit une période rose

Au premier tour des élections communales, Nuria Gorrite a mené au succès la liste rose-rouge-verte en lice pour la municipalité de Morges. Quatre socialistes et une écologiste ont obtenu la majorité absolue. La droite s'est disputé les deux fauteuils restants au deuxième tour de dimanche.

Première femme syndique de la ville sur la Côte vaudoise depuis 2008, la socialiste vit une période faste. Tout semble lui réussir avec une déconcertante facilité. Nuria Gorrite suscite l'admiration dans son camp comme chez les adversaires politiques.

Tôt ou tard, elle pourrait aspirer à d'autres charges: au Conseil d'Etat ou aux Chambres fédérales. Même si, pour ses rares détracteurs, elle n'en aurait pas l'envergure. Pour l'heure, à 41 ans, elle préfère se consacrer aux affaires communales. Un poste à mi-temps qui lui laisse la possibilité de siéger au Grand Conseil où elle a été élue en 2007. A la tribune du parlement cantonal, elle défend le développement des structures d'accueil des enfants, comme elle s'engage sans relâche pour l'égalité hommes-femmes. Sans parler de son intérêt pour la culture cristallisé dans la tentative, échouée certes, d'héberger le futur musée cantonal des beaux-arts sur un terrain de la commune.

Urbaine, cosmopolite, d'origine espagnole, avec un père syndicaliste et un grand-père républicain, divorcée, mère d'une fille, elle incarne le métissage galopant de la société vaudoise. Militante dans l'âme, prête à s'enquérir d'une histoire personnelle, elle est très populaire à Morges. Au point d'être intouchable dans les urnes.

Nuria Gorrite a su assumer l'héritage d'Eric Voruz, devenu conseiller national. Son prédécesseur, délégué syndical, a été à l'origine des succès socialistes en ville.

Laurent Wehrli, le sens de l'Etat pour Montreux

> Le municipal jouit d'un fort réseau associatif

Aujourd'hui, il sera le seul candidat en lice pour la syndiculture à Montreux, où il sera élu tacitement «en toute légitimité», assure-t-il. Laurent Wehrli est arrivé en tête du deuxième tour de l'élection municipale. Le radical, désormais fusionné dans le PLR, est même le seul qui a franchi la barre des 50% des voix. Son réseau associatif – il est impliqué dans bon nombre de sociétés et de fondations – a fait merveille.

Dans la foulée, la droite a confirmé sa suprématie sur l'exécutif de la ville. La gauche, majoritaire jusque-là, avait été défaite dans une complémentaire en automne 2010. La démission de Jean-Claude Doriot, le magistrat socialiste de l'urbanisme condamné pour avoir touché un prêt indu, avait laissé vacant un siège, conquis par Pierre Roachat, un autre PLR, d'origine libérale. Laurent Wehrli a d'ailleurs été un gage de stabilité pour la municipalité pendant toute la durée de l'affaire.

A 46 ans, père de cinq enfants, l'homme a tout d'un notable vaudois. Il en a l'aisance et les charges. Il est municipal depuis 2001 et député au Grand Conseil à partir de l'année suivante, dont il est l'une des voix écoutées. A Montreux, il s'occupe de tourisme et de culture. Il a été l'une des chevilles ouvrières du Sommet de la Francophonie qui a pris ses quartiers en octobre dernier sur la Riviera vaudoise. Il faut dire que les affaires internationales et européennes l'ont toujours intéressé. Il en a même été le délégué cantonal.

D'aucuns croient qu'il est «le mal-aimé des radicaux» à cause de sa forte sensibilité sociale. Laurent Wehrli dément. Il se reconnaît un sens de l'Etat qui le pousse à combattre l'exclusion. Il évoque la filiation avec Jean-Pascal Delamuraz, figure tutélaire du parti décédé en 1998, exemple de vista politique et seigneur du consensus.

Christelle Luisier Brodard gagne Payerne

> La présidente du Parti radical fait un sans-faute

Elle a du culot et le sens du risque. Christelle Luisier Brodard a triomphé à Payerne. Entrée à la municipalité en cours de législature en 2009, elle a été le fer de lance des libéraux-radicaux du bourg de la Broye. Après avoir conquis trois sièges sur cinq au premier tour des communales, le PLR a placé un quatrième candidat dimanche aux dépens de la gauche désunie. Christelle Luisier Brodard briguera donc le fauteuil de syndic dont elle souligne le rôle moteur. Sans adversaires, elle y accédera sans passer par les urnes. Pour ce faire, cette mère de deux enfants mettra entre parenthèses sa vie professionnelle. Payerne, bientôt 10 000 habitants, doit devenir une ville, voilà le défi qu'elle veut assumer.

La présidente du Parti radical depuis 2008, qu'elle dirige d'une main ferme mais à l'écoute dans un esprit fédérateur, se dit «fonceuse», mais pas inconsciente. «Rien de grand ne se fait sans passion», scande la femme de 36 ans en guise de devise. Au fil du temps, Christelle Luisier Brodard a affirmé son autorité. Les rumeurs sur l'influence de Pascal Broulis, président du Conseil d'Etat vaudois, son ancien patron au Département des finances, ont fini par s'estomper. Le magistrat est l'une des personnalités marquantes du parti, qu'elle consulte comme beaucoup d'autres. Sans plus.

Malgré une conjoncture difficile, son entourage politique salue un parcours sans faute qui devrait lui ouvrir tôt ou tard les portes du Grand Conseil. En effet, le parti tente de retrouver des couleurs après une longue érosion électorale. En même temps, la fusion avec le Parti libéral, qui sera consommée après les élections cantonales du printemps 2012, demande doigté et entregent pour réussir.

Daniel von Siebenthal fait corps avec Yverdon

> Le magistrat du PS s'impose avec discrétion

Daniel von Siebenthal est devenu syndic d'Yverdon en 2009. Le retrait inattendu, pour des raisons professionnelles, du titulaire radical Rémy Jacquier a fait basculer à gauche la majorité municipale. Du coup, la voie vers la syndication s'est ouverte au socialiste qui envisageait à l'époque de mettre un terme à son mandat politique.

Le géographe de 51 ans a été réélu dimanche pour la quatrième fois à l'exécutif de la ville thermale. Sans adversaires, malgré le coude-à-coude traditionnel entre droite et gauche, il sera reconduit tacitement au poste de syndic.

Appelé à assurer la transition, voire à stimuler la relève dont les socialistes ont besoin, Daniel von Siebenthal fait corps maintenant avec la fonction. L'homme, père de deux enfants, est à l'image d'Yverdon. La deuxième ville du canton avance vers son destin urbain avec discrétion. Certains lui reprochent une absence de vision. Daniel von Siebenthal préfère œuvrer au quotidien à l'édification d'une cité meilleure, plus juste, plus égalitaire. Le développement de l'agglomération autour de la capitale du Nord vaudois est à l'ordre du jour de la prochaine législature. Ses compétences dans l'aménagement du territoire devraient lui permettre de porter ce projet primordial pour la région, sans toutefois frustrer les communes voisines.

Suivant les sujets et ses convictions, il sait se distancier de son parti au risque de provoquer de l'incompréhension. L'introduction de la taxe au sac-poubelle à quelques semaines des élections communales est exemplaire de cette autonomie d'esprit. Daniel von Siebenthal l'a soutenue au nom de la municipalité, avec l'appui des Verts et de la droite, malgré les réticences de ses camarades.